

DECLARATION DU FORUM DES PEUPLES

Kita (Mali), 6 au 10 juin 2004

Préambule

En contre-point de la réunion des chefs d'Etat des huit pays les plus riches (G8) en Géorgie (USA) et pour marquer le refus de la résignation des peuples africains, des représentants de mouvements sociaux venus du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Gambie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad, du Togo et aussi de Belgique, du Canada, de France et de la Suisse, se sont réunis à Kita (Mali) du 6 au 10 juin 2004 dans le cadre du Forum des peuples. Après Siby en 2002 et 2003, la 3^{ème} Edition du Forum des Peuples s'est illustrée par la participation massive des paysans venus des huit régions du Mali.

Au terme de 4 jours de rencontres, d'échanges et de réflexions dans le cadre de conférences-débats et d'ateliers, les centaines de participants (es) (plus de 700) conviennent de la déclaration ci-après.

Considérant :

- la gravité des crises économiques, politiques, sociales et culturelles dans le continent africain du fait de son insertion dans la mondialisation capitaliste néo-libérale et ses effets désastreux sur les populations ;
- l'absence de visions et de stratégies globales dans les politiques de développement ;
- la destruction du tissu économique et social sous l'effet d'une dette odieuse, de l'application des Plans d'ajustement structurel et l'envahissement des marchés locaux par l'application des règles injustes de l'OMC ;
- la privatisation tout azimut des sociétés et entreprises d'Etat dont le corollaire est le chômage, la dislocation des foyers, la paupérisation croissante de toutes les couches sociales avec une accentuation de la féminisation de la pauvreté ;
- l'incurie des dirigeants des Etats africains, la gestion prédatrice des ressources publiques et naturelles (la terre, les forêts et les mines...) et le mépris des droits de la personne ;
- la non-association des populations à la conception des politiques de développement et la non-prise en compte de leurs préoccupations et droits fondamentaux ;

Le Forum des Peuples exige :

- le rejet des politiques néo-libérales (Nepad, ACP-UE, AGOA...) et l'élaboration de stratégies et politiques fondées sur la satisfaction des besoins des populations ;
- la démocratisation véritable des systèmes politiques et le respect des droits humains ;
- une meilleure implication des peuples africains dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement ;
- la prise en compte des alternatives portées par les mouvements sociaux et notamment la création d'un front de refus des chefs d'Etat africains face au diktat des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et autres multinationales créatrices de misères ;
- l'annulation inconditionnelle de la dette odieuse de l'Afrique en particulier et du Tiers-Monde en général et la mise en place d'un tribunal international sur la dette ;
- l'arrêt immédiat des privatisations et la ré appropriation par les peuples d'Afrique de leurs patrimoines nationaux bradés par les dirigeants sous la pression du FMI et de la Banque mondiale ;
- la construction d'un véritable service public par l'établissement notamment d'un système éducatif et de santé, accessibles à toutes et tous et de qualité ;
- la reconnaissance pour tous les pays du droit, voire du devoir, de protéger son agriculture par des taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base ;
- le rejet des OGM, la mise en œuvre de politiques de souveraineté alimentaire dans un cadre sous-régional, et d'une politique foncière adaptée aux besoins des sociétés paysannes ;
- la cessation du dumping (prix en dessous des coûts de production) et l'instauration de règles de commerce international justes et équitables ;
- un partenariat horizontal et équitable dans les relations Nord-Sud ;
- le renforcement des liens entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud pour une synergie d'action et un renforcement des capacités.

Nous décidons d'ici la prochaine édition du Forum des Peuples :

- de mettre en place un comité international d'organisation et de suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
- d'entreprendre des campagnes d'information et de dénonciation des politiques du FMI et de la Banque mondiale à l'occasion du 60^e anniversaire des ces institutions qui a lieu cette année.

Nous disons :

Non au pillage de nos ressources et à la dégradation de l'environnement !
Vive l'unité d'action des mouvements sociaux dans le combat !
Vive le Forum des Peuples !

**Le Forum des Peuples
Fait à Kita (Mali), le 10 juin 2004**